Outre la conférence, la délégation OIB a pu être reçue par les personnalités suivantes, dont certaines ont accordé des petites interviews de quelques minutes qui se trouvent sur le site de l'OIB www.oib-france.com:

Françoise Pommaret, ethnologue française vivant au Bhoutan qui a donné deux interviews, une sur la culture de médiation et l'autre sur le bonheur national brut comme mode de vie au Bhoutan.

Le Royal Institute of Law (future première Faculté de droit du Bhoutan). Cette institution qui n'a pas encore ouvert ses portes se prépare à être le premier établissement d'enseignement du droit au Bhoutan.

Une discussion de fond avec les personnes responsables de concevoir le cursus, qui ont bien voulu recevoir les membres de l'OIB a pu avoir lieu. La délégation a relevé la qualité des infrastructures, mais s'est inquiétée de la présence prégnante des représentants du monde juridique des Etats unis d'Amérique, ce qui s'explique par le fait que l'institution est financée par la Fondation Clinton.

Les juristes ou administratifs bhoutanais occupaient manifestement une position subalterne. Le problème de fond est que la spécificité du mode de pensée bhoutanais, si différent des paradigmes occidentaux, est reléguée au second rang, étant considéré « coutumier », donc inférieur dans la hiérarchie occidentale.

A titre d'exemple, l'emploi de la terminologie « *Modes alternatifs de règlement des conflits* » est incongru dans un pays où le mode premier de règlement des conflits se fait sur la base de l'« *être en paix* », et non de l' «avoir raison». Les membres de la délégation ont tenté d'indiquer qu'il était précieux pour le monde, que l'enseignement du droit conçu pour la première fois en tant que tel au Bhoutan, soit issu de sa culture, et non d'une colonisation des esprits, via une colonisation par les financements, dans un pays qui a justement été indemne de toute colonisation.

Le Bhutan National Institute of Law. Centre de formation continue des auxiliaires de justice et de certains fonctionnaires. Le directeur a très aimablement accepté de recevoir les membres de l'OIB. Il a notamment exposé comment s'organise cette action, essentiellement ciblée en séminaires de plusieurs jours, en raison de l'enclavement de chaque district dans des vallées séparées par des cols en altitude, et un réseau routier minimal souvent endommagé par les intempéries.

Le Chief Justice de la Cour suprême, Tshering Wangchuk, qui a accordé deux interviews, l'une sur la médiation et l'autre sur le rôle de protecteur de l'environnement conféré aux citoyens par la Constitution.

Interrogé sur la question de savoir si la notion du Bonheur national brut, qui se trouve dans la Constitution Bhoutanaise, parfois comme une obligation de moyens, mais parfois aussi comme une obligation de résultat, était invoquée dans les contentieux dont avait à connaitre la Cour suprême. Le Premier Président a répondu par la négative. Cela rejoint ce qui a été exprimé par les différents interlocuteurs rencontrés : au

Bhoutan, le Bonheur national brut est presque un mode de vie et de pensée, les deux étant indissociables, plutôt qu'un droit en soi.

Le Vice-Président du National Council of Bhutan, Tshering Dorji, (Chambre haute du Parlement)

Cette assemblée a la particularité de n'être composée que de membres élus hors la sphère politique. Les institutions du pays étant récente, les élus sont souvent jeunes.

Le Vice-président s'est vivement intéressé aux travaux français en matière de bonheur sociétal et au rôle du droit, notamment au regard de la jeune faculté de droit du Bhoutan en cours de lancement.

Il a exprimé souhaiter rester en contact avec notre association.

Dasho Lyönpo Dorji Wangdi, député de l'opposition, ancien ministre du travail qui était intervenu à Sète aux Premières Assises internationales du travail. Il a tenu à adresser aux membres de l'Oib et aux représentants de la ville de Sète son excellent souvenir des Assises et de la richesse des partages scientifiques et humains qu'il a pu y trouver.

Une visite du **tribunal et du greffe de Paro** a également été organisée pour les membres de l'OIB par le Gouverneur du District de Paro, **Dasho Chencho Tshering**.